

## EDITORIAL



Par Pierre Pouliquen  
Premier secrétaire fédéral

### Une nouvelle étape, pour poursuivre la conquête

Tout d'abord, non sans avoir salué le parcours de Gwendal Rouillard à la tête de la Fédération, je tiens à vous remercier chaleureusement pour la confiance que vous m'avez apportée en m'élisant Premier secrétaire de la Fédération du Morbihan. Je tiens aussi à féliciter les secrétaires de sections pour leurs élections.

Pour satisfaire la volonté des Français et des Morbihannais qui nous ont fait confiance lors de l'élection de François Hollande, nous devons nous rassembler pour faire réussir le changement, avec comme priorité première l'emploi. La création notamment des emplois d'avenir, des contrats de générations et les négociations sur la sécurisation de l'emploi y contribueront. Il faut agir et donner aux salariés et aux entreprises plus de souplesse et plus de protection face aux aléas de la conjoncture, afin de prévenir les plans sociaux et donc de licenciement, afin de former les salariés et de lutter contre la précarité du travail.

Pour cela il faut rendre la France compétitive avec le pacte national de croissance, de compétitivité et d'emploi voulu par François Hollande qui permettra aux entreprises, y compris aux PME et aux entreprises de taille intermédiaire, de bénéficier d'un crédit d'impôt en 2013. Bien sûr, il faudra le financer, car contrairement à la droite, nous ne creusons pas le déficit, nous le diminuons. Il nous faudra être responsables, solidaires et exemplaires. Nous aurons aussi un devoir de pédagogie à l'égard des citoyens pour expliquer que le pacte de compétitivité n'est pas la TVA Sarkozy. Au contraire, nous prenons la responsabilité de faire des efforts tout en étant justes, avec la baisse de la TVA sur les produits de consommation de première nécessité, premier budget des ménages, de 5.5% à 5%.

Alors, chers camarades, n'hésitez pas à défendre ce que nous avons voulu le 6 mai dernier, laissons la droite se déchirer et trouver le sens de sa démocratie interne, et concentrons nous sur nos responsabilités pour l'avenir du pays.

La nouvelle équipe fédérale mise en place devra vous aider à organiser, à argumenter, à relayer les idées, remarques et suggestions que vous avez et que vous remontez des citoyens. Dans les semaines qui viennent, je vais aller à votre rencontre, pour prendre le pouls des sections, pour vous écouter, et vous présenter la méthode de travail que j'entends instaurer. Nous devrons aussi très rapidement aborder la préparation des prochaines échéances électorales, à savoir les municipales du printemps 2014.

Je me suis engagé à porter votre parole, notre parole ; c'est l'essence même de la fonction que vous m'avez confiée. Pour l'instant, je n'ai qu'un seul mot d'ordre : Au travail !

## Voulu le 6 mai ! Le PS relaie l'action du gouvernement

**La phase de congrès, qui nous a mobilisés tout l'automne, est désormais terminée. Le Premier secrétaire national Harlem Désir a pris ses fonctions et installé le Secrétariat national. De même, dans la Fédération du Morbihan, Pierre Pouliquen occupe désormais le siège de Premier secrétaire fédéral, à la suite de Gwendal Rouillard. Le Conseil fédéral a tenu sa première réunion et validé la nouvelle équipe du Secrétariat fédéral (voir page 2). Les secrétaires de section ont également été renouvelés (page 3). Les socialistes morbihannais sont désormais en ordre de marche pour relayer l'action du gouvernement, être à l'écoute de nos concitoyens et préparer les futures échéances... Dans cet esprit, une campagne nationale "Voulu le 6 mai" est disponible dans les Fédérations pour accompagner la mise en oeuvre du projet présidentiel.**

En se livrant à l'exercice annoncé d'une conférence de presse de près de 2h30, le 13 novembre dernier, François Hollande a confirmé le changement de style dans la manière d'exercer la fonction présidentielle, tout en rappelant la cohérence de son action, à travers une méthode basée sur la concertation, l'inscription dans le temps, le rassemblement du pays, le respect de ses interlocuteurs, dont les médias. C'est en effet un style tout à fait différent de son prédécesseur, qui tranche avec le rythme effréné des réformes irréfléchies, la communication partout et tout le temps, l'irrespect des partenaires sociaux, de l'opposition...

Ce style plus posé n'empêche pourtant pas, bien au contraire, l'efficacité de l'action. Dans un contexte que l'on sait particu-



lièrement difficile, ce sont désormais près de la moitié des 60 engagements qui ont été engagés ou en passe de l'être depuis son arrivée au pouvoir.

C'est le sens de la campagne de communication qui est proposée en cette fin d'année aux militants socialistes. Cette campagne intitulée "Voulu le 6 mai" est lancée donc avec pour

objectif de porter les engagements du Président de la République et du Parti Socialiste.

Elle doit permettre aux militants d'aller à la rencontre des Français pour convaincre, expliquer, défendre et débattre des priorités mises en oeuvre par le Gouvernement.

Une série d'affiches et de tracts présentant les engagements déjà mis en oeuvre depuis le début du mandat avec en particulier :

- les emplois d'avenir
- la refondation de l'école
- la construction de logements sociaux

- la BPI pour l'emploi et les PME
- le droit au mariage pour tous

Le matériel (affiches et tracts) sont disponibles au siège de la Fédération à Lorient et au local de Vannes, et sont à disposition des sections pour organiser une opération massive "Tous sur le Pont !" dans les semaines à venir.

### Accueil des nouveaux militants 2012

La soirée d'accueil des nouveaux militants 2012 se tiendra au siège de la Fédération - 77 bd Léon Blum à Lorient

Lundi 10 décembre 2012 de 19h à 21h

## Election du Premier secrétaire fédéral : rappel des résultats

Inscrits : 1099  
 votants : 553 (50,32%)  
 Blancs/Nuls : 70

Pierre Pouliquen : 483 voix  
 (87,34 % des votants)

## Le Conseil fédéral acte le processus de ré-adhésion pour Hervé Pellois, Charles-Edouard Fichet et Annie Munoz

A la suite de la résolution adoptée au Congrès de Questembert, le Premier secrétaire fédéral a sollicité le soutien du Conseil fédéral pour engager le processus de réintégration des candidats s'étant maintenu face à des candidats investis ou soutenus par le Parti socialiste aux dernières élections législatives : **Hervé Pellois** dans la 1<sup>ère</sup> circonscription, ainsi que **Charles-Edouard Fichet** et sa suppléante **Annie Munoz** dans la 4<sup>ème</sup> circonscription.

Le délai de suspension étant, dans ces cas, statutairement fixé à 2 ans avant toute ré-adhésion, une demande sera formulée auprès de la direction nationale, avec l'appui des sections concernées, pour permettre aux personnes concernées, si elles le souhaitent, de pouvoir ré-adhérer dès que possible.

La proposition a été adoptée à l'unanimité par les membres présents du Conseil fédéral.

## Agenda des sections

### Section de Port-Louis

Mardi 4 décembre 2012 - 20h30  
 Château de Kerdurand à Riantec

### Section de Saint-Avé

Vendredi 7 décembre  
 18h30 - Salle Le Brazidec  
 en présence de Pierre Pouliquen

### Section de Grandchamp

Mardi 11 décembre - 20h30  
 en présence de Pierre Pouliquen

## Décès de Loïc Le Thuaut

La section du PS de Pluvigner a la tristesse de vous faire part du décès de Loïc Le Thuaut, militant de la section, emporté par la maladie le 26 novembre, à l'âge de 59 ans. Adhérent de longue date, Loïc était un militant actif, en particulier sur la commune de Landaul, où il vivait. Récemment, il contribua à la victoire de Bernadette Desjardins aux élections cantonales de 2011, mais aussi aux primaires puis aux campagnes présidentielle et législative du printemps. Militant discret, Loïc n'en était pas moins un socialiste déterminé et fidèle à ses valeurs, qui manquera aux camarades de la section. Nous adressons à sa famille et à ses proches, nos sincères condoléances.

La section de Pluvigner

## ACTUALITÉS DE LA FÉDÉRATION

# Installation du Conseil fédéral : le Secrétariat fédéral adopté à l'unanimité

**Le Conseil fédéral, instance décisionnelle de la Fédération renouvelée à l'issue du congrès de Questembert, s'est réuni pour la première fois le lundi 26 novembre. Outre la ratification des votes du 15 novembre et le débat d'actualité, cette séance était notamment l'occasion pour Pierre Pouliquen de présenter et faire adopter le Secrétariat fédéral, l'exécutif de la Fédération, chargé de l'accompagner dans la mise en oeuvre du projet de mandature. La nouvelle équipe fédérale a été adoptée à l'unanimité. Le Conseil s'est en outre prononcé sur la demande de réintégration des candidats suspendus au moment des législatives...**



**Alain L'Hénoret**  
 Trésorerie,  
 Relation  
 avec les sections  
*Lanester*



**Stéphanie Le Squer**  
 Vie militante,  
 Petite enfance  
*Lorient*



**Jean-Guillaume Gourlain**  
 Communication  
*Ploemeur*



**Nathalie Le Magueresse**  
 Pêche, Maritimité  
*Port-Louis*



**Olivier Le Lamer**  
 Transports et  
 Déplacements  
*Lorient*



**Marie-Cécile Riédi**  
 Personnes âgées,  
 Relation entre  
 les générations  
*Sarzeau*



**Claudio Jelcic**  
 Développement  
 durable  
*Guer*



**Laure Detrez**  
 Education,  
 Enseignement supérieur,  
 Recherche, Innovation  
*Guidel*



**Paul Paboeuf**  
 Relation avec  
 les élus,  
 Fiscalité  
*Questembert*



**Pierre Pouliquen**  
 Premier secrétaire fédéral  
 Relation avec le Conseil  
 régional, Syndicats,  
 Partenaires politiques  
*Le Faouët*

## Les Secrétaires fédéraux-ales

Titre / Section



**Claudine De Brassier**  
 Formation  
 militante  
*Lanester*



**Franck Dagorne**  
 Démocratie &  
 Citoyenneté,  
 Services publics  
*Grandchamp*



**Elisabeth Pédrone-Jouneaux**  
 Santé et handicap  
*Pontivy*



**Bruno Jaouen**  
 Territoires et  
 Vie associative  
*Lorient*



**Gaëlle Le Stradic**  
 Economie  
 sociale  
 et solidaire  
*Lorient*



**Sébastien Jéhanno**  
 Relations jeunesse  
 et International  
*Auray*



**Odette Herviaux**  
 Relation avec le  
 Sénat, Décentrali-  
 sation, Agriculture  
 et agroalimentaire  
*Josselin*



**Gwendal Rouillard**  
 Relation avec  
 l'Assemblée  
 Nationale, Défense  
*Lorient*



**Maxime Picard**  
 Elections,  
 Développement  
 du parti,  
 Coordination  
*Questembert*



**Annaïg Le Moël-Raflik**  
 Egalité hommes-  
 femmes, Laïcité  
*Lanester*



**Robert Hénault**  
 Travail, Emploi  
*Guidel*



**Chantal Jouneaux**  
 Logement  
*Vannes*



**Nicolas Debéthune**  
 Formation  
 professionnelle  
*Belz*



**Céline Goaper Bilien**  
 Culture,  
 Tourisme  
*Hennebont*



**Loïc Le Meur**  
 Relation avec le  
 Conseil général,  
 Economie,  
 Entreprises  
*Ploemeur*

## Les délégué-e-s fédéraux-ales

nommés auprès du Premier secrétaire fédéral

## Etat et collectivités : le retour de la confiance réciproque



**Paul Paboeuf**  
Président de  
Démocratie &  
Projets 56 -  
Maire de  
Questembert -  
Délégué fédéral  
aux Elus et à la  
Fiscalité

Du respect pour les maires et les élus des collectivités : telle est la première impression que laisse à tous les participants le 95<sup>ème</sup> congrès des maires de France. Rien à voir avec l'an passé, où Sarkozy avait convoqué à l'Elysée quelques 2000 maires soigneusement sélectionnés pour leur capacité à avaler toutes les couleurs, c'est-à-dire à entendre une fois de plus que les élus locaux étaient trop nombreux, trop dépendants, et qu'il était temps de les mettre au pas.

Dès le début de son discours, François Hollande a affirmé : *"Je veux m'inscrire dans une relation de confiance indispensable entre l'Etat et les élus de la Nation. Vous incarnez la France dans toute sa diversité, celle des villes, celle des villages, celle des métropoles, celle des banlieues de l'Hexagone mais aussi des Outre-mer. Vous êtes la*

*France de toutes les sensibilités, de toutes les convictions, de tous les engagements. Mais vous êtes aussi ceux qui contribuent à l'unité de la République."*

Oui c'est un pacte de confiance que le président a proposé au maires et présidents d'EPCI. Réunis porte de Versailles, toutes sensibilités confondues, ils lui ont réservé un accueil empreint de respect attentif. Parmi les sujets d'inquiétude, la réforme des rythmes scolaires qui va entraîner des dépenses supplémentaires pour l'accueil périscolaire : le président a admis qu'il fallait sans doute donner du temps... et de l'argent. La réforme pourra s'étaler sur deux ans et un fonds de 250 M€ sera mis en 2013 à la disposition des communes les plus fragiles. De même, les petites communes conserveront l'appui des services d'ingénierie de l'Etat (ATESAT) que la RGGP de Sarkozy voulait supprimer.

Les temps sont difficiles, les ressources sont rares, et le crédit pas toujours disponible ; pour faciliter l'accès au crédit, le président a annoncé la création d'une agence de financement des collectivités locales, qui pourra prêter à des taux plus bas que l'offre bancaire.

Mais le cœur du projet du Président pour les collectivités se situe dans l'acte III de décentralisation et de modernisation de l'action publique, qui sera débattu au sein du Haut Conseil des Territoires, sous l'autorité de Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique.

La nouvelle étape de décentralisation impose clarté et cohérence. La clarté obligera à définir qui fait quoi, qui assurera le rôle de chef de file, tout en favorisant les concertations entre collectivités pour agir, dans chaque domaine, le mieux possible. La réforme de la fiscalité locale visera à la cohérence. Et déjà, en urgence, le gouvernement doit corriger les conséquences – les inconséquences ! - de la Cotisation Foncière des Entreprises.

Rétablir la confiance ne pourra se faire sans que soit défini un code de bonne conduite entre l'Etat et les communes. Et, la confiance rétablie, l'Etat et les collectivités pourront, chacun à son niveau, porter ensemble le projet partagé de redressement de notre pays dans la justice et la solidarité.

## Les nouveaux secrétaires de section élus le jeudi 15 novembre

**Arradon** : Pascal Barret  
**Auray** : François Jehanno  
**Baud** : Locminé : Pierre Hays  
**Belz** : Nicolas Debéthune  
**Caudan** : Alain Caris  
**Gourin** : Joseph Cornec  
**Grand-Champ** : Franck Dagorne  
**Groix** : Roger Rivalain  
**Guémené s/ S.** : Jean-Charles Lohé  
**Guer** : Claudio Jelcic  
**Guidel** : Robert Hénault  
**Hennebont** : Marc Le Bouhart  
**Inzinzac-Lochrist** : Yves Péran  
**Josselin** : Thierry Guinche  
**Lanester** : Pascal Flégeau  
**Languidic** : Gérard Péresse  
**Larmor-Plage** : Jean-Louis Milès  
**Le Fauouët** : David Morgant  
**Lorient** : Laurent Tonnerre  
**Mauron** : Ronan Coignard  
**Ploemeur** : Jean-Guillaume Gourlain  
**Ploërmel** : Béatrice Le Marre  
**Plouay** : Pauline Lavat  
**Pluvigner** : Nathalie Couliou  
**Pont-Scorff** : Gildas Trémembert  
**Pontivy** : Jean-Luc Le Beller  
**Port-Louis** : Nathalie Le Magueresse  
**Questembert** : Maxime Picard  
**Quéven** : Dominique Riou  
**Quiberon** : René Hervé  
**Saint-Avé** : Thierry Eveno  
**Sarzeau** : Marie-Cécile Riedi  
**Séné** : Roger Vennegués  
**Vannes** : Thierry Normand

## Nouvelle élection à la section de La Roche Bernard / Muzillac

Seul candidat au poste de secrétaire de section, François Batard a reçu 12 voix sur 12 votants (31 inscrits) le jeudi 15 novembre dans la section intercantonale de La Roche-Bernard / Muzillac. La validation de cette élection restait néanmoins conditionnée par la mise à jour de sa cotisation d'élu (restée impayée en intégralité), comme le précisent les statuts du Parti socialiste. Le Conseil fédéral a - dans ce sens - validé le résultat du vote, sous réserve de remplir cette condition.

A l'initiative du secrétaire sortant, une délégation de trois membres de la section a rencontré les responsables de la Fédération le vendredi 23 novembre pour envisager les modalités de mise à jour afin de valider le scrutin. La proposition faite, jugée parfaitement acceptable par les membres de la délégation, a été rejetée par François Batard.

En accord avec la section, un nouveau scrutin va donc se tenir le lundi 17 décembre, à l'issue d'un nouvel appel à candidature...



Les Jeunes socialistes du Morbihan

## IVG à 100% remboursée et pilule gratuite pour les mineures : promesse tenue !

**Remboursement à 100% de l'avortement et de la pilule pour les filles mineures, congé de paternité ouvert au simple partenaire dans un couple : les députés ont votés le vendredi 26 octobre dernier plusieurs mesures faisant avancer le droit des femmes.**

Entre 2007 et 2012, la droite a gravement remis en cause le droit à la contraception et à l'avortement pour tous. Par exemple, 150 centres IVG ont fermé leurs portes en 10 ans. Le 25 novembre était consacré la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

37 ans après la loi dépenalisant l'avortement, initiée par Simone Veil, l'Assemblée a adopté le remboursement à 100% des interruptions volontaires de grossesse à partir de 2013. C'était une des promesses de campagne de notre président François Hollande. Jusqu'à présent, seules étaient prises en charge à 100% les IVG pour les jeunes filles mineures et le remboursement était de 70% à 80% pour les femmes majeures, sachant qu'une IVG coûte en moyenne entre 200 et 450 euros.

**REMBOURSER À 100% LES IVG**

**PROJET DE LOI PRÉSENTÉ**

- Garantir l'IVG comme un droit pour les femmes en le remboursant à 100%
- Revaloriser significativement l'acte pour qu'aucun médecin ou hôpital ne se désengage

**RÉPONDRE AUX PRIORITÉS DES FRANÇAIS**

- Reconnaître le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps

jeunes-socialistes.fr

L'assemblée a aussi voté, le même jour, la gratuité des pilules pour les filles de 15 à 18 ans, jusqu'alors remboursée à 65%. Durant sa campagne présidentielle, François Hollande avait annoncé qu'il souhaitait mettre en place un forfait contraception pour les mineures, leur garantissant la gratuité, l'accès

à un médecin dans l'anonymat et à une contraception de haut niveau.

De plus, le congé de paternité a été transformé en congé de paternité et d'accueil à l'enfant. Cette modification ouvre plus librement les congés aux parents et notamment dans le cadre de couples homosexuels. L'actuel congé de paternité, d'une durée de onze à dix-huit jours, continuera à bénéficier au père mais sera également ouvert à la personne vivant maritalement avec la mère (conjoint, partenaire ayant conclu un PACS, concubin...).

Nous, jeunes socialistes du Morbihan, nous nous réjouissons de ces mesures prises en faveur du droit des femmes à disposer librement de leur corps, c'est un droit fondamental.

**Jimmy Lecoq**

## Agenda

### Reconstitution du groupe formation

Claudine De Brassier, Secrétaire fédérale à la formation militante, propose de reconstituer un groupe de travail pour définir les nouveaux axes de formation à développer pour la mandature. Toutes les personnes intéressées peuvent s'y inscrire.

Une première réunion du groupe de travail est prévue :

**Mercredi 19 décembre - 20h00**  
au siège de la Fédération à Lorient

Pour rejoindre le groupe formation :  
fede56@parti-socialiste.fr  
Renseignements à la Fédération  
au 02 97 84 84 55

## Actualité

### Le combat des Horaces et des Curiaces

La lutte homérique engagée par les ténors de l'UMP pour la conquête du perchoir c'est traduite par la victoire sur le fil de Jean-François Copé, qui a su mieux caresser dans le sens du poil les militants de base que François Fillon, trop modéré aux yeux des plus extrémistes.

L'UMP est donc à la croisée des chemins, ou bien elle se laisse entraîner par sa frange la plus droitiste qui ne rêve que d'alliances avec le FN et qui à tendance à s'éloigner peu à peu de l'évolution de la société française pour se recroqueviller sur les valeurs chères au pétainisme flamboyant, ou bien elle garde les valeurs qui ont contribué à la fondation de ce parti.

Il est quand même extraordinaire de constater que l'homme le plus populaire à droite, qui devançait largement Copé dans les sondages, soit mis en minorité dans son parti, en laissant la place aux plus extrémistes. Du "racisme anti-blanc" à la défense du pain au chocolat injustement dérobé par quelque loulou de banlieue, l'UMP n'en finit pas de se radicaliser en utilisant les mêmes termes que le FN. Il est vrai que ce n'est que la continuité de la campagne des présidentielles conduite par Nicolas Sarkozy sous l'influence des Buisson et Cie, dont la défense de "l'identité nationale" servait de cache sexe pour véhiculer les idées les plus réactionnaires.

La rupture est-elle consommée entre Fillon et Copé ? Il est trop tôt pour le dire mais le ver est dans le fruit et la réconciliation entre les deux adversaires est fortement problématique. Si les militants et les dirigeants de l'UMP continuent leur dérive droitiste, ils auront de plus en plus de mal à s'attacher un électoralat modéré qui n'est pas sensible, pour une bonne part, à leur vision de la société.

Le Cormoran

## ACTUALITÉS

# 25 novembre : Journée de lutte contre les violences faites aux femmes

**La journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes est née le 17 décembre 1999 grâce à une résolution de l'Assemblée des Nations Unies qui a fixé au 25 novembre cette journée de commémoration, en hommage aux sœurs "mariposas", militantes politiques dominicaines, assassinées le 25 novembre 1960. La résolution 54/134 des Nations Unies invitait notamment les pays et les ONG à organiser des actions dans le but de promouvoir les droits des femmes et de sensibiliser le public à la situation que vivent les femmes dans certains pays.**



**Annaïg Le Moël-Raflik**  
Secrétaire fédérale à l'Égalité hommes-femmes et à la Laïcité

A l'échelle mondiale, près d'une femme sur deux a fait l'objet d'actes de violence de la part de son compagnon et une femme sur cinq a été victime ou menacée d'agression sexuelle. Plus de 80 % des victimes de la traite - que

l'on appelle d'ailleurs traite des femmes - sont des femmes. Chaque année des centaines de milliers de femmes sont victimes de mutilations sexuelles.

L'expansion des violences n'est qu'en partie liée à leur médiatisation, qui les rend plus visibles et quantifiables et à l'accroissement de la population mondiale. Certaines formes de violences à l'égard des femmes ont été combattues avec succès mais le poids culturel reste trop souvent un prétexte insupportable pour justifier les actes posés. Elles sont polymorphes : violences domestiques, abus sexuels, rituels,

crimes dits d'honneur, exploitation, esclavage, mutilations génitales.

De plus, et tout aussi inquiétant, on observe le recours dans certains conflits aux viols systématiques. En République démocratique du Congo, l'ONU estime qu'en 2009 plus de 8000 femmes ont été violées, chiffre qu'il faudra sûrement revoir à la hausse. Le viol des femmes et des enfants est devenu une des armes du conflit. Il traumatise les populations, détruit le tissu social, crée et entretient la terreur et assoie la pauvreté.

Cette journée est la triste occasion de rappeler que les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales représentent un véritable fléau social qui est à combattre pour les socialistes, femmes et hommes unis. En France, les chiffres sont inquiétants ; en 2010 et 2011, 200 000 victimes de violences sexuelles hors foyer et 600 000 victimes de violences physiques et sexuelles au sein même de leur ménage ont été comptabilisées. De plus, seule une femme battue sur dix ose aller vers le dépôt d'une plainte. Parmi celles qui poussent la porte d'un commissariat, une moitié seulement porte effectivement plainte. Pour l'autre

moitié, la protection qu'apporte une procédure pénale bute encore trop souvent sur des situations inextricables : contraintes familiales, par souci de protéger les enfants, par l'absence de logement ou par peur.

Notre Président, François Hollande, a annoncé dimanche 25 novembre, après sa rencontre avec plusieurs femmes victimes au sein d'un foyer d'accueil, un "plan global". Il consiste en plusieurs actions : un projet de lois avec des dispositions renforcées, des actions de formation, des programmes spécifiques pour plus de logements adaptés (avec possibilité d'y accueillir les enfants), une grande campagne d'information début 2013.

François Hollande est revenu également sur les procédures pénales, en précisant son souhait de les rendre plus rapides et simples. L'accompagnement vers le dépôt de plaintes reste une priorité des différents services qui coopèrent dans la lutte contre les violences : Justice, Police et Gendarmerie, services sociaux, associations de victimes, etc.

La lutte contre les violences faites aux femmes nécessite la mobilisation de chacun, hommes et femmes, pour plus de Justice et d'Égalité !

### Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : un amendement présenté par le Sénat, rejeté avec l'abstention des sénateurs communistes sur le projet de loi de finances 2013

François Marc, sénateur PS du Finistère, rapporteur général du Budget, a proposé un amendement, soutenu par le gouvernement et adopté à l'unanimité par le Sénat visant à revenir sur les modalités de fixation des bases de calcul de la cotisation minimale de la CFE mise en place par le gouvernement Fillon pour remplacer la Taxe professionnelle. La règle actuelle autorise les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fixer des bases de calcul de la cotisation entre 200 et 6 000 euros, sur la base du chiffre d'affaires. Dans certains cas cela a entraîné des augmentations considérables de l'impôt dû par certaines entreprises, parfois très difficile à assumer pour les petites structures dans l'artisanat et le commerce.

Le Sénat et le gouvernement souhaitaient apporter une première réponse à ces difficultés en autorisant les collectivités à revenir exceptionnellement sur leur délibération au titre de 2012.

L'abstention des sénateurs du groupe communiste ayant conduit au rejet de tout le projet de loi de finances 2013, l'amendement a du même coup été rejeté...Néanmoins deux amendements allant dans le même sens devraient être présentés à l'Assemblée nationale dans le cadre du 3<sup>ème</sup> projet de loi de finances rectificative pour 2012.

Du côté de Lorient Agglomération, particulièrement concerné par ces hausses de CFE, Norbert Métairie a annoncé que "le montant de la CFE revenant à la Communauté d'Agglo sera gelé, dans le cadre des dispositions législatives actuelles, pour 2012 et 2013, sur les bases de 2011", selon des modalités précisées dès que le dispositif législatif sera stabilisé.

## Le Rappel

Propriété de la Fédération  
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Pierre Pouliquen ■  
Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction,  
composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■  
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■  
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■  
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules  
Verne - 56530 QUEVEN ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr